

Défaire l'école et refaire le monde ensemble: le centre FEEL à La Sarraz

«Il faut tout un village pour éduquer un enfant», dit un dicton africain. Il est cependant difficile pour les adeptes d'une éducation plus libre d'y travailler collectivement, puisque l'État n'autorise pas cette expérience au-delà d'un cercle familial restreint. Initiative unique en son genre, le centre Faire l'École En Liberté (FEEL) a été créé en 2015 dans une ancienne filature à La Sarraz (VD) et permet de répondre au besoin de rencontre et de partage des familles impliquées. Au sein du centre, les quelque 20 familles — une grosse cinquantaine d'enfants de 0 à 20 ans en provenance de toute la Suisse romande — peuvent se rencontrer, échanger des savoirs, partager leurs expériences et créer des liens. Le centre FEEL n'est donc pas une école: «on y vient quand on veut; un enfant ne peut y rester sans être accompagné de ses parents ou d'un adulte; la famille et non l'enfant seulement, en est membre; les parents pilotent eux-mêmes l'instruction de leurs enfants.» Le centre promeut l'idée selon laquelle «l'équilibre social et notre sentiment d'être heureux découlent en grande partie de la cohérence qui existe entre ce que nous sommes intimement et ce que nous faisons.»

Parce que l'éducation à la maison se développe essentiellement dans les pays industrialisés au sein desquels elle peut être perçue comme un luxe pour les parents à même de se l'offrir et de l'offrir à leurs enfants grâce au travail à temps partiel, il faut se demander à quel point elle peut constituer une alternative collective crédible pour tous. Selon Mical Staquet, qui est à l'origine du projet FEEL, s'il n'existe pas de corrélation entre les ressources financières et l'accès à l'école à la maison, il faut toutefois souligner que cela implique une grande disponibilité, et donc de «revier l'ordre des priorités et de renoncer, dans une certaine mesure, à un certain confort matériel». Et de souligner ainsi que les familles qui se lancent dans cette aventure changent et évoluent, prenant souvent la direction d'une certaine simplicité volontaire... voire de la décroissance!



Un choix difficile

Le choix reste donc difficile pour les parents véritablement sensibles à la crise globale de nos sociétés modernes, et donc à la crise de l'école. D'un côté, on trouve des écoles publiques qui préparent avant tout les enfants à s'intégrer sans heurts à une société productiviste insoutenable et destructrice de la personnalité, des liens sociaux et de l'environnement; des institutions lourdes qui semblent impossibles à modifier en profondeur, tant par la taille de nos entités politiques que par le manque de volonté de la plupart de nos concitoyens à changer en profondeur vie et société. De l'autre, des écoles privées dont les pédagogies, parfois fort intéressantes, vont de pair avec un certain élitisme. Discrete troisième voie, la déscolarisation peut permettre aux parents de reprendre en main l'éducation de leurs enfants, mais risque d'isoler ou de dépolitiser certaines familles, qui peuvent se contenter de faire la révolution «à la maison», sans chercher à lutter pour une amélioration des conditions d'apprentissage pour tous.

L'augmentation du (petit) nombre d'enfants scolarisés à domicile semble en tout cas

traduire un rapport difficile entre l'école et certains parents, qui, comme John Holt, ne croient pas ou plus en la possibilité d'une réforme de l'institution scolaire. Si cette dernière est depuis longtemps au centre des divers débats et polémiques, la déscolarisation la remet en cause d'une manière radicale et inédite. Il y a là, bien sûr, un défi pour l'école et les politiques. La réaction la plus facile — et vers laquelle on semble malheureusement se diriger — consiste à durcir les critères, voire à interdire cette pratique, en invoquant des raisons «de sécurité», comme c'est le cas en France... même si aucun cas dangereux n'a encore été rapporté. Ces espaces de liberté sauront-ils être préservés?

1 Émission InterCités de la SFR, jeudi 2 juin 2016

2 Le canton de Vaud comptait 72 élèves scolarisés à domicile en 2009, 160 quatre ans plus tard et 270 cette année.

3 Il y aurait environ 2 millions d'enfants scolarisés à domicile aux USA, soit 13% de la population d'âge scolaire.

4 Les citations de John Holt sont tirées de ses deux ouvrages «Les apprentissages autonomes» et «Apprendre sans l'école» signalés en page 31.

5 Dans le canton de Vaud par exemple, le droit de faire l'école à la maison est limité à un maximum de 6 enfants.

L'école à la maison en Suisse romande

La législation scolaire diffère en Suisse selon les cantons. Dans les cantons de Vaud, Jura et de Neuchâtel, la réglementation donne beaucoup de liberté aux parents qui désirent instruire eux-mêmes leurs enfants. Il leur suffit de s'annoncer auprès de l'école et de suivre globalement le PER (Plan d'Études Romand), le niveau acquis par l'enfant dans les branches principales (français, maths, allemand,...) étant contrôlé par une visite annuelle.

Un article récent d'Échomagazine signale que les autorités sont «plutôt satisfaites». Michel Lapaire, conseiller pédagogique du Jura n'a donné que quelques avertissements en dix-sept ans. Dans le canton de Vaud, une quinzaine de situations sont «suivies de manière plus attentive; quand des lacunes sont constatées, une deuxième visite est organisée. Il est déjà arrivé que le canton exige le retour à l'école de l'enfant si son niveau ne s'améliore pas; mais le plus souvent, les parents collaborent», signale un responsable cantonal¹.

Dans les autres cantons romands, il est beaucoup plus difficile d'instruire soi-même ses enfants, ce qui génère d'ailleurs des migrations «pédagogiques» vers le canton de Vaud. Au lieu d'une simple déclaration, les parents doivent y faire une demande d'autorisation aux autorités. A Fribourg, l'autorisation n'est accordée que si les parents, le précepteur ou la préceptrice disposent de qualifications professionnelles pédagogiques. Ce qui signifie concrètement que les parents doivent disposer d'un titre d'enseignant. Cela revient bien sûr à priver l'immense majorité des parents d'exercer un droit pourtant reconnu internationalement. Les réglementations valaisannes et genevoises, administrativement différentes, sont cependant tout aussi fermées que celle du canton de Fribourg en la matière.

1 «Ils préfèrent l'école à la maison», Echomagazine, 21 avril 2016